

PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série V

lundi 23 octobre 2023, par [Attac France](#), [BALIBAR Etienne](#), [CGT](#), [Collectif Malgré Tout](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 21 octobre 2023).

Nous continuons à publier un ensemble de prises de positions sur le conflit israélo-palestinien. Nous en publions probablement d'autres en ligne ultérieurement. Les déclarations provenant de mouvements palestiniens ou israéliens sont publiées sur notre site séparément, ainsi que les articles.

INTERNATIONAL

Communiqué de la Confédération syndicale internationale (CSI) du 9 octobre 2023 : CSI-Israel-Palestine

La CSI est profondément préoccupée par l'escalade de la violence entre Israël et le Hamas, suite aux attaques lancées contre Israël depuis Gaza, qui ont suscité la ferme condamnation du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

La CSI condamne catégoriquement les attaques contre des civils, qui auraient déjà fait des centaines de morts, de nombreux autres blessés et d'autres kidnappés.

Cette dernière flambée de violence risque de dégénérer en guerre totale, avec des conséquences dévastatrices pour les Israéliens et les Palestiniens ainsi que pour la région. La rhétorique extrémiste ne fera qu'aggraver le conflit, coûtant encore plus de vies et laissant une solution pacifique et juste encore plus hors de portée.

La CSI appelle toutes les parties, ainsi que la communauté internationale, à agir pour la paix. Ce conflit qui dure depuis plusieurs décennies ne peut trouver une issue juste que grâce au dialogue, au respect du droit international, en particulier du droit des droits de l'homme, et à la pleine mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU pour parvenir à une solution à deux États.

09-10-2023

En suivant l'initiative de nos amis zapatistes, il nous semble nécessaire de sortir de l'opposition binaire entre le « terrorisme du Hamas » et le « terrorisme de l'État d'Israël ». Nous refusons la position de celles et ceux qui s'empressent de soutenir l'un ou l'autre, de justifier un crime plutôt qu'un autre, piégés dans une logique binaire qui regarde le monde depuis le haut. Nous voulons au contraire penser et regarder le monde depuis le « bas », depuis les peuples qui souffrent et subissent les massacres auxquels nous assistons depuis deux semaines. Car il ne s'agit pas de deux blocs unitaires, opposés l'un à l'autre : les peuples israélien et palestinien sont des multiplicités complexes, souvent agencées entre elles. Il existe une quantité extraordinaire de projets communs, de collectifs contre l'occupation, de mouvements de paix, d'équipes de football dans lesquels grandissent ensemble les enfants des deux communautés, d'écoles alternatives qui, dans le quotidien, nourrissent des formes de résistance-création qui explorent des nouveaux possibles au sein d'une réalité sombre et meurtrière. La logique de la bipolarité arrange toujours ceux qui regardent le monde depuis leur mirador. Elle a comme premier effet d'écraser ces multiplicités résistantes et solidaires, de les étouffer pour que les fissures qu'elles ont réussi à ouvrir, dans un dispositif de guerre, de destruction et d'oppression, se referment au plus vite.

Comme nous l'avons déjà écrit, nous refusons toute logique extra-situationnelle qui repose sur une séparation (binaire elle aussi) entre moyens et fin : la fin ne justifie jamais les moyens car elle est tout entière contenue dans chaque moyen. Elle ne peut donc jamais justifier l'écrasement et le meurtre de civils. Un crime n'en légitime pas un autre : toute barbarie est d'une certaine manière une totalité à condamner sans relativisation possible (tout en gardant à l'esprit qu'il n'existe pas de barbares ni de terroristes, mais seulement des actes de barbarie et des actes de terrorisme). Rien ni personne ne peut hiérarchiser la valeur des vies des bébés, des enfants et des femmes, arrachées pendant ces jours dramatiques.

C'est pourquoi nous faisons partie de celles et ceux qui refusent de tirer des plans abstraits sur la comète, en se lançant dans des analyses géopolitiques douteuses (en sachant, de plus, qu'il y a beaucoup d'éléments que nous ne connaissons pas). Plus que de se concentrer sur les stratégies suspectes et cyniques de deux (ou trois, quatre ?) camps, nous préférons être du côté des personnes qui souffrent de ces mêmes stratégies. C'est à eux que vont notre solidarité et notre fraternité.

**Miguel Benasayag, Bastien Cany, Teodoro Cohen, Angélique Del Rey, Raul Zibechi
(Collectif Malgré Tout)**

FRANCE

CGT : stopper immédiatement le bain de sang à gaza !

Depuis 10 jours, la population de Gaza subit des frappes terribles en représaille des actes de terreur perpétrés par le Hamas le 7 octobre dernier. la CGT a condamné sans ambiguïté cette politique du pire qui dessert la cause palestinienne. elle ne s'étonne pas de ce que le Hamas fasse ce type de choix, lui qui viole les droits des femmes et multiplie les arrestations arbitraires depuis près de 20 ans à Gaza, imposant une double peine à l'enclave, maintenue sous un blocus scandaleux par Israël depuis 2007.

Mais, la réponse ne peut en aucun cas être celle de la punition collective du peuple palestinien. d'autant que le gouvernement israélien porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle. rappelons les inacceptables propos de benyamin netanyahou devant les parlementaires du likoud en

mars 2019, pour justifier son autorisation de transferts de fonds qataris vers Gaza : « quiconque est opposé à un état palestinien devrait être favorable (à ces transferts). » une « stratégie », comme le confesse alors le premier ministre israélien, qui vise à affaiblir l'autorité palestinienne, en soutenant de facto le Hamas.

En une dizaine de jours, à Gaza, plus de 3000 civils dont près de 1000 enfants ont payé de leur vie cet escalade de la violence aveugle. on annonce, désormais, comme inéluctable une catastrophe humanitaire majeure sur fond de déplacement d'un million de personnes sur un territoire de 40 kilomètres de long ceint par un mur et des miradors atteignant 10 mètres de haut sur trois côtés et par la mer sur le quatrième. les réserves d'eau et de nourriture ne permettent à cette population de tenir désormais que quelques jours. l'accès aux soins et à l'électricité est presque impossible aujourd'hui. de nombreuses voix s'élèvent pour exiger que l'aide humanitaire rejoigne sans délai la bande de Gaza mais Israël ne semble pas vouloir les entendre. une fois encore, dans cette région du monde, le droit humanitaire le plus élémentaire se trouve bafoué.

La CGT exige de la France, membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, qu'elle mobilise sans délai les ressources de sa diplomatie pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et pour que l'anéantissement annoncé du nord de gaza, par une offensive terrestre, maritime et aérienne de grande ampleur, ne se produise pas. elle exige, aussi, que tout soit mis en œuvre pour venir en aide aux populations civiles. la générosité et les dispositions exceptionnelles (de protection temporaire notamment) mises en œuvre avec raison dans l'accueil aux populations ukrainiennes fuyant la guerre doivent également s'activer en direction des populations palestiniennes !

La CGT exige, enfin, que cesse immédiatement la criminalisation de l'expression d'un soutien au peuple palestinien victime des bombardements. l'interdiction des rassemblements de solidarité avec les populations civiles meurtries par le conflit est inacceptable !

La CGT adresse, une fois encore, tout son soutien aux milliers de victimes israéliennes et palestiniennes et à leur famille et exige la libération de tous les otages et personnes injustement détenus. elle continuera à agir pour la paix et pour la reconnaissance pleine et entière de l'Etat de palestine et œuvrera, en ce sens, avec ses partenaires syndicaux sur place et au plan international, dans le cadre de la ces et de la CSI. la CGT travaille actuellement à la construction d'un arc de forces le plus large possible en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et d'une paix juste et durable pour cette région du monde.

Montreuil, le 18 octobre 2023

La CGT

Déclaration du Conseil d'Administration d'Attac France

L'action militaire lancée par le Hamas le 7 octobre, soutenue par d'autres groupes armés palestiniens, a délibérément visé des civil·es, parmi d'autres objectifs militaires. Il s'agit donc de crimes de guerre et nous condamnons fermement ces attaques effroyables que rien ne justifie. Nous condamnons aussi la réponse aveugle et brutale du gouvernement israélien, qui constitue également un crime de guerre : le siège et le bombardement continu de la population de Gaza, privée d'eau, d'électricité et de gaz, sans compter l'utilisation de bombes au phosphore, les assassinats de manifestant·es en Cisjordanie et la menace d'expulsion de plus d'un million d'habitant·es du nord de

Gaza.

Nos pensées et notre solidarité vont aux victimes israéliennes et palestiniennes de cette terrible escalade. Celle-ci résulte de décennies d'oppression coloniale. Elle s'inscrit dans une guerre de longue durée menée contre le peuple palestinien pour l'expulsion de leurs territoires. Une guerre de plus ou moins grande intensité selon les périodes, commencée avant même la création de l'État d'Israël.

Le gouvernement d'extrême-droite actuellement en place en Israël ne fait que radicaliser une longue politique de colonisation et d'occupation de la Palestine, qui a conduit à priver de leurs terres les Palestinien·nes, à les déshumaniser, comme l'attestent les récentes déclarations du ministre de la Défense Yoav Gallant, les traitant « d'animaux humains ».

Cette situation est particulièrement marquée à Gaza depuis le début des années 2000. Sous blocus illégal condamné par le droit international depuis 17 ans, l'enclave constitue une prison à ciel ouvert dans laquelle survivent 2,1 millions de personnes, dont 1,4 million de personnes réfugiées, qui dépendent pour l'essentiel des aides internationales.

Alors que la plupart des grandes puissances veulent encore plus isoler les Palestinien·nes en manifestant leur soutien inconditionnel à Israël, la solution passe en premier lieu par la mise en œuvre des résolutions de l'ONU qui visent à défendre les droits des Palestinien·nes (évacuation des territoires occupés, droit au retour des réfugié·es, reconnaissance des droits politiques des Palestinien·nes...). Au-delà, il n'y aura pas de paix durable sans solution politique juste, c'est-à-dire sans mettre fin à la situation coloniale qui sévit en Palestine.

Attachée à la paix depuis sa création, et condamnant sans réserve le racisme, l'antisémitisme, le colonialisme, les discriminations, et les différentes formes d'oppressions, Attac appelle à un cessez-le-feu immédiat et à une paix juste et durable et exprime sa plus vive inquiétude devant le risque d'embrasement au Moyen-Orient.

Par ailleurs, nous nous opposons à toute exploitation en France du conflit israélo-palestinien pour dresser les un·es contre les autres, pour instrumentaliser la situation à des fins antisémites ou islamophobes. Aucune personne en raison de son origine ou religion supposée ne doit faire les frais de la situation en Palestine, et tout acte raciste doit être puni.

Enfin, le conflit israélo-palestinien ne peut constituer un nouveau prétexte pour le gouvernement d'attaquer les libertés publiques ni pour faire taire toute voix qui soutiendrait la cause palestinienne. Attac participera donc aux initiatives unitaires qui défendent une politique de paix juste et durable, dans le respect des droits des peuples, et des résolutions de l'ONU.

15 octobre 2023

Communiqué

Attac France

NPA : Darmanin menace les libertés publiques et veut criminaliser la solidarité : ça suffit !

Depuis le début de l'offensive à Gaza il y a une dizaine de jours, le pouvoir macroniste se livre à une

offensive inédite contre les droits et les libertés publiques. Interdiction des manifestations, menaces judiciaires contre les organisations et les personnes, amalgames en tout genre, chasse à toute expression de solidarité avec le peuple palestinien... Darmanin et Dupont-Moretti déploient un arsenal qui, il y a quelques années, faisait encore partie des propositions portées par la seule extrême droite. Jusqu'où ?

Jeudi dernier, à la différence de l'ensemble des autres pays occidentaux où elles ont pu avoir lieu, Darmanin officialisait l'interdiction de toutes manifestations ou rassemblements « pro-palestiniens » car supposés « susceptibles de générer des troubles à l'ordre public ». Des mesures liberticides à juste titre condamnées par des associations de défense de droits humains telle Amnesty qui parle d'une « atteinte grave et disproportionnée au droit de manifester », Darmanin allant même jusqu'à se faire tancer par le chef de la diplomatie italienne, pourtant très à droite : « interdire les manifestations dans un pays démocratique quand ce ne sont pas des manifestations violentes ne me semble pas être juste ».

En accompagnement de cette décision, différents arrêtés préfectoraux étaient pris localement, y compris pour interdire la tenue de réunions publiques. Cela marque un tournant en matière de répression : on porte ici atteinte à la liberté d'expression et de discussion, en interdisant la formulation d'une pensée politique.

Cette volonté d'empêcher toute expression publique et massive de solidarité avec le peuple palestinien, y compris même autour des exigences de cessez-le-feu ou de paix, s'accompagne de lourdes menaces contre des organisations et des personnes. Il y a une semaine, dans un contexte politico-médiatique étouffant, Darmanin annonçait à la télévision sa demande d'ouverture d'une enquête contre le NPA pour « apologie du terrorisme »... Quelques jours plus tard, toujours en s'appuyant sur les mêmes dispositifs du code pénal, Gérald Darmanin annonçait avoir « dressé onze article 40 » concernant des associations et des individus. Et ce matin même, c'est la députée Danièle Obono qui est accusée d'« apologie du terrorisme », Darmanin annonçant sur un réseau social saisir le procureur de la République pour ce motif. Nous tenons à exprimer à Danièle Obono toute notre solidarité, ainsi qu'à ses compagnons de la France insoumise particulièrement visés par la campagne en cours.

Dans un contexte difficile marqué par la guerre au Proche-Orient - où les tueries de civils menées par le Hamas sont suivies des crimes de guerre menés par l'État israélien - et par les effroyables assassinats d'Arras et de Bruxelles, ce gouvernement est irresponsable. En mettant en œuvre les mesures les plus liberticides, il veut interdire l'expression des solidarités et même empêcher toute pensée souhaitant comprendre (sans rien excuser) la situation actuelle au Proche-Orient. Pour le peuple palestinien, menacé là-bas par une catastrophe en cours dans la bande de Gaza, pour nos libertés ici, nous ne pouvons laisser faire.

Communiqué

Montreuil, le mardi 17 octobre 2023

Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)

• <https://nouveupartianticapitaliste.org>

Etienne Baliba : Palestine à la mort

L'instinct de mort ravage la terre de Palestine et massacre ses habitants. Nous sommes dans un cercle d'impuissance et de calcul dont on ne sortira pas. La catastrophe ira donc à son terme, et nous en subirons les conséquences.

Les commandos du Hamas, enfermés avec deux millions de réfugiés dans ce qu'on a pu appeler une « prison à ciel ouvert », se sont enterrés et longuement préparés, recevant le soutien d'autres puissances régionales et bénéficiant d'une certaine complaisance de la part d'Israël, qui voyait en eux son « ennemi préféré ».

Ils ont réussi une sortie offensive qui a surpris Tsahal occupée à prêter main forte aux colons juifs de Cisjordanie, ce qui, de façon compréhensible, a engendré l'enthousiasme de la jeunesse palestinienne et de l'opinion dans le monde arabe.

À ceci près qu'elle s'est accompagnée de crimes particulièrement odieux contre la population israélienne : assassinats d'adultes et d'enfants, tortures, viols, enlèvements. De tels crimes ne sont jamais excusables par la légitimité de la cause dont ils se réclament.

Malgré le flou de l'expression, ils justifient qu'on parle de terrorisme, non seulement à propos des actions, mais à propos de l'organisation de résistance armée qui les planifie. Il y a plus : il est difficile de croire que l'objectif (en tout cas le risque assumé) n'était pas de provoquer une riposte d'une violence telle que la guerre entrerait dans une phase nouvelle, proprement « exterministe », oblitérant à jamais les possibilités de cohabitation des deux peuples. Et c'est ce qui est en train de se passer.

Mais cela se passe parce que l'État d'Israël, officiellement redéfini en 2018 comme « État-nation du peuple juif », n'a jamais eu d'autre projet politique que l'anéantissement ou l'asservissement du peuple palestinien par différents moyens : déportation, expropriation, persécution, assassinats, incarcérations. Terrorisme d'État.

Il n'y a qu'à regarder la carte des implantations successives depuis 1967 pour que le processus devienne absolument clair. Après l'assassinat de Rabin, les gouvernements qui avaient signé les accords d'Oslo n'en ont pas conclu qu'il fallait faire vivre la solution « à deux États », ils ont préféré domestiquer l'Autorité Palestinienne et quadriller la Cisjordanie de checkpoints. Et depuis qu'une droite raciste a pris les commandes, c'est purement et simplement de nettoyage ethnique qu'il s'agit.

Avec la « vengeance » contre le Hamas et les Gazaouis, qui commence maintenant par des massacres, un blocus alimentaire et sanitaire, et des déplacements de population qu'on ne peut qualifier autrement que de génocidaires, c'est l'irréparable qui se commet. Les citoyens israéliens qui dénonçaient l'instrumentalisation de la Shoah et se battaient contre l'apartheid ne sont presque plus audibles. La fureur colonialiste et nationaliste étouffe tout.

Il n'y a en vérité qu'une issue possible : c'est l'intervention de ladite communauté internationale et des autorités dont elle est théoriquement dotée, exigeant un cessez-le feu immédiat, la libération des otages, le jugement des crimes de guerre commis de part et d'autre, et la mise en œuvre des innombrables résolutions de l'ONU qui sont restées lettre morte.

Mais cela n'a aucune chance de se produire : ces institutions sont neutralisées par les grandes ou moyennes puissances impérialistes, et le conflit judéo-arabe est redevenu un enjeu des manœuvres auxquelles elles se livrent pour dessiner les sphères d'influence et les réseaux d'alliances, dans un

contexte de guerres froides et chaudes. Les stratégies « géopolitiques » et leurs projections régionales oblitèrent toute légalité internationale effective.

Nous sommes dans un cercle d'impuissance et de calcul dont on ne sortira pas. La catastrophe ira donc à son terme, et nous en subirons les conséquences.

Etienne Balibar

Philosophe, ancien professeur à l'Université de Paris-Ouest (Nanterre)

Abonné·e de Mediapart

• BILLET DE BLOG (MEDIAPART) 21 OCTOBRE 2023

<https://blogs.mediapart.fr/etienne-balibar/blog/211023/palestine-la-mort>

Ce blog est personnel, la rédaction de Mediapart n'est pas à l'origine de ses contenus.

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII

ESSF (article 68365), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI

ESSF (article 68365), [PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série IV

ESSF (article 68232), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série IV](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série III

ESSF (article), [art](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série II

ESSF (article 68161), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série II](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I

ESSF (article 68142), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I](#)
